



Quand les crises agricoles décidaient de nos services ...

Si les crises récentes, du lait, du porc, aviaire, du bois, maraîchère, PAC, ont obligé la reconnaissance morale (du moment) des fonctionnaires et des agents de l'État en charge de ces dossiers, l'Administration a continué la politique d'austérité.

Il reste néanmoins une forte inquiétude après le 8 mai, date historique. Rappelons la volonté des vrais résistants, d'un monde plus juste, d'une société de partage : la sécurité sociale, le vote des femmes, le statut du fonctionnaire ...

La RGPP a rendu la gestion agricole par l'État très aléatoire. Avec les DDIs, l'externalisation, la communication informatique, la télétransmission, tous les problèmes sont derrière nous ...

L'inter-ministériarité ne fait qu'affaiblir notre gestion ministérielle et a des conséquences directes dans la gestion des ressources humaines.

La réduction des effectifs, le prosélytisme des directions nationales, l'élitisme, se sont

traduits par des instructions incompréhensives et trop souvent inapplicables, comme les outils informatiques soit « sous-développés ou trop développés ».

Cette situation a conduit tous les services, particulièrement, SEA, ASP, SRAAL, DDPP, DAAF dans une situation conflictuelle. La réforme territoriale n'a fait qu'ajouter une difficulté supplémentaire à la gestion des ressources humaines. L'Administration n'a pas d'autres moyens que de répartir la pauvreté dans des services très affaiblis.

Nos paysans, nos éleveurs, nos agriculteurs, nos forestiers, nos maraîchers, pour la plupart en grande difficulté attendent de l'État, des services réactifs et proches de leurs préoccupations. Comme la destruction des emplois publics, Télépac par exemple, a détruit le lien humain, le dialogue et l'expertise, très souvent demandée par nos concitoyens, des hommes et des femmes en grande souffrance.

Tous les agents en charge de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Forêt, fonctionnaires, contractuels sont concernés par cette situation. Ils attendent aujourd'hui plus que jamais une reconnaissance de l'État et des moyens pour assumer le Service Public.

Vous aussi, Rejoignez-nous...

